

Démocratie

DE L'INDIVIDU AU COLLECTIF : REPLACER LA GAUCHE DANS SON COMBAT POUR L'ÉMANCIPATION

Noé Girardot-Champsaur, Samuel Jequier

23/05/2025

Alors que la gauche peine à s'accorder sur un cap commun et à parler à l'ensemble des Français, Noé Girardot-Champsaur et Samuel Jequier proposent de recentrer son combat autour d'un principe fédérateur : l'émancipation. En s'appuyant sur les attentes partagées, les injustices vécues et les lignes de consensus qui traversent l'opinion, les auteurs tracent les contours d'un nouveau récit politique, capable de réconcilier les différentes composantes de la gauche et de reconstruire une majorité sociale, écologique et populaire.

Dans la fracturation politique d'aujourd'hui se dessinent les campagnes électorales de demain. Si la gauche n'est pas amenée à gouverner dans les mois qui viennent, quelques réflexions peuvent être apportées sur ce qu'elle doit faire pour gagner à l'avenir.

Comme avant chaque période, l'opposition des « deux gauches » revient comme un marronnier électoral. Le débat est presque aussi vieux que la gauche elle-même. Déjà en 1900, Jean Jaurès et Jules Guesde débattaient à l'hippodrome de Lille, devant 8000 militants, sur « les deux méthodes¹ ». L'enjeu de l'époque : le socialisme devait-il être révolutionnaire ou réformiste ?

Ce débat entre des gauches réconciliables autour d'une stratégie pour gagner dépasse d'ailleurs le seul cas de la gauche française. Il a par exemple secoué la gauche américaine en novembre 2024. On a coutume de dire que les tendances américaines en matière d'idées, de culture, de politique, de consommation ou de marketing nous arrivent avec cinq à dix ans de retard. Dans cette perspective, la victoire de Donald Trump, et ce qu'elle dit de la force du *backlash* réactionnaire, est un avertissement pour la gauche française à trois titres :

- d'abord, la posture de dénonciation morale « antifasciste » ne suffit plus : Trump a été élu en toute connaissance de cause ;
- ensuite, le sentiment de mépris à l'égard des valeurs, conditions de vie et mœurs d'une large partie des classes populaires et moyennes est délétère car il crée un puissant sentiment de

- revanche à l'égard des élites politiques et culturelles dites « progressistes » ;
- enfin, l'importance de la démonstration symbolique des valeurs portées : en échouant à incarner concrètement une vision sur l'économie et les inégalités, les démocrates ont perdu une partie essentielle des classes moyennes et populaires.

Dit autrement, les démocrates n'ont pas réussi à démontrer comment la *liberté*, axe principal de leur campagne, était un pont entre les enjeux sociaux et sociétaux qui traversent la société américaine. Alors même que Donald Trump a placé les questions identitaires au cœur de sa campagne et les a instrumentalisées (transphobie, immigration, etc.), c'est Kamala Harris qui est apparue comme centrée sur les questions sociétales, plutôt que sur les questions sociales et économiques. Ce piège s'est révélé doublement dévastateur : il a fragmenté l'électorat traditionnel démocrate tout en fédérant celui du camp d'en face. Résultat : 55% des hommes latinos et 21% des hommes noirs ont voté Trump², des chiffres record pour les républicains sur ces segments électoraux.

La gauche française ne doit pas être sourde et aveugle à l'importance des dynamiques d'opinion et électorales qui se sont jouées aux États-Unis. Si les mêmes causes pourraient produire les mêmes effets, cette situation pourrait également nous inspirer. Face aux cent premiers jours du nouveau mandat de Donald Trump, la gauche du Parti démocrate, incarnée par Alexandria Ocasio-Cortez et Bernie Sanders, s'est lancée dans une tournée de meetings qui réunit depuis plusieurs semaines des foules spectaculaires : 34 000 personnes à Denver³, 36 000 à Los Angeles⁴ ou encore 20 000 à Salt Lake City⁵.

Leur nouveau récit pourrait être résumé par une citation : « **ce mouvement n'est pas une question d'étiquette partisane ou de test de pureté, il s'agit de solidarité de classe** ». Construit autour de l'idée d'un choix entre l'oligarchie et la démocratie, celui-ci propose de se rassembler autour de la question sociale et de grandes valeurs partagées comme le respect, la dignité, la liberté. Il dit au fond l'enjeu de réconcilier « la France des bourgs et celle des tours » pour que la gauche puisse l'emporter en reconstruisant un projet global fédérateur, dépassant les identités individuelles, proposant une émancipation collective, quelle que soit sa condition. Il nous semble que c'est un enjeu vital pour sa survie.

Retour en France : les élections européennes de 2024 ont une nouvelle fois été le théâtre d'affichage des divisions de la gauche, venant compléter une longue liste. Si la stratégie de la radicalisation des causes et des gens a pu être un moteur de remobilisation politique en 2012 et

2017, la brutalisation du débat politique est aujourd’hui propice à tous les dangers dans un contexte de forte polarisation de l’opinion. Dit autrement, quand la polarisation politique et la polarisation affective ne font plus qu’une, notre société prend le risque de l’implosion, de ne plus jamais pouvoir se parler. Il y a urgence à changer de ton et à faire évoluer les stratégies électorales en fonction du contexte social.

Depuis plusieurs années, une partie de l’actualité de la gauche pourrait en effet se résumer à une litanie de polémiques et controverses qui la fracturent. La « gauche du microcosme » se complait ainsi à afficher ses divisions et à mettre en scène son caractère irréconciliable dans la petite phrase, le tweet, le *buzz*, le bruit et la fureur. Dans le même temps, la « gauche politique » est depuis 2017 incapable d’élargir son espace électoral, stagnant entre 25% et 30% des voix au total. Elle a été éliminée des deux dernières élections présidentielles dès le premier tour. Son alliance sous la bannière Nupes (Nouvelle union populaire écologique et sociale) aux législatives a surpris et limité la casse en 2022, mais a été très loin de lui donner un élan suffisant. Deux ans plus tard, si le Nouveau Front populaire (NFP) a créé une véritable dynamique (qui s’explique pour une large partie par la peur de l’arrivée au pouvoir du Rassemblement national), la mobilisation de la société civile a contribué, mais n’a pas suffi à ouvrir une véritable possibilité de majorité.

Et si, au fond, il y avait un lien entre les deux ? Et si les polémiques, les divisions permanentes et incessantes éloignaient les Français de la gauche et la gauche des Français ? C’est la thèse de notre note : la « gauche microcosmique » fait perdre la « gauche politique » par son incapacité à raconter l’histoire qui réunira enfin les enjeux sociaux et sociétaux sous une même bannière. Or, pour sortir du narratif des conservateurs et des réactionnaires qui nous piège et nous enferme sur ses terres, la gauche doit raconter une nouvelle histoire capable de nous rassembler et de nous faire gagner. Celle-ci réside à nos yeux dans l’élargissement de la question sociale, c’est-à-dire dans la capacité de la gauche à réunir ses combats. Au lieu de se perdre parfois dans une vaine hiérarchisation de ses luttes – qui revient à consacrer davantage de temps à parler de son adversaire en accusant les autres d’en être responsables –, la gauche a aujourd’hui l’opportunité de se rassembler sous une seule bannière : celle de l’émancipation.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Réconcilier les électeurs

La gauche a perdu l'horizon commun

Il est temps de solder l'héritage de la **fameuse note Terra Nova** : la stratégie consistant à acter la séparation de la gauche avec les classes populaires au profit d'une nouvelle alliance entre « diplômés » et « minorités des quartiers populaires » serait un échec politique. Sans même entrer dans un débat philosophique sur la rupture ontologique qu'elle signerait pour la gauche, constatons simplement que, si elle peut être gagnante à l'échelle locale pour conquérir des métropoles, cette stratégie est intrinsèquement inefficace, parce que mathématiquement minoritaire, sur le plan national. 5,5 millions d'habitants dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, 5,2 millions de cadres et professions intellectuelles supérieures dans le pays, même dans l'absurde hypothèse où tous voteraient à gauche, cela ne représente qu'un... cinquième du corps électoral. Quant à la priorité à la jeunesse que mentionnait également la note, elle est sans doute nécessaire idéologiquement, mais reste peu rentable « électoralement » quand plus de la moitié du corps électoral, et le plus participatif, dépasse les 50 ans. Quantitativement, la stratégie Terra Nova ne fonctionne pas : l'addition de minorités ne fait pas la majorité. Pire, elle segmente : incapable de créer les conditions d'un rassemblement d'au moins 50% + 1 voix en identifiant des dénominateurs communs, elle incite à penser la politique en petits espaces et en futiles polémiques. Elle pousse les partis à une stratégie boutiquière de maximisation de leur « clientèle » électorale, accentuant les logiques de divisions. Elle contraint à antagoniser pour accaparer quelques miettes du gâteau plutôt qu'à faire grossir la part commune. Les mathématiques et la démographie parlent d'eux-mêmes, la gauche ne gagnera pas sans (re)parler, ni (re)conquérir *aussi* les classes populaires, les classes moyennes inférieures et les retraités.

Or, la focalisation sur les enjeux sociétaux éloigne précisément la gauche de ces catégories. La gauche n'est pas la seule responsable de cette situation : ces sujets identitaires sont poussés volontairement par l'agenda réactionnaire pour cliver et faire peur. Ces sujets sont par ailleurs aussi parfois des questions d'injustices longtemps mises de côté et auxquelles seule la gauche peut apporter une réponse. Mais la gauche doit mieux comprendre la bataille politico-médiatique qui se joue et qu'elle perd. En s'enfermant dans ces sujets, la gauche s'éloigne du plus grand nombre parce qu'une nette majorité de ces catégories ne partage pas forcément le libéralisme culturel affiché. Mais plus profondément, elle les éloigne parce qu'elle donne, dans un contexte de défiance déjà record à l'égard du politique (81% des Français considèrent par exemple que les responsables politiques ne se préoccupent pas des gens « comme eux »⁶), le sentiment d'une gauche déconnectée, « perchée », hors du réel. Quand la majorité des ménages se bat avec ses factures d'électricité, quand l'école se dégrade, quand l'accès à la santé est toujours plus

compliqué, quand l'inflation et les salaires trop bas contraignent à des renoncements quotidiens, à l'alimentation, aux loisirs, aux vacances, nombre de sujets « sociétaux » apparaissent décalés et bien éloignés des préoccupations du quotidien⁷. Leur importance dans l'agenda médiatique ne parle qu'à une fraction infime du corps électoral, avec un effet repoussoir pour la majorité. Si l'on ajoute à cela une « brutalisation de l'expression politique », dans le « baromètre du rejet » d'Odoxa, Jean-Luc Mélenchon occupe la première place avec 64%, devant Anne Hidalgo (55%), et avec près de vingt points d'avance sur Marine Le Pen et Jordan Bardella⁸. Pire, le leader de La France insoumise est aujourd'hui considéré comme un plus grand danger pour la démocratie que Marine Le Pen⁹. Si la gauche devait porter l'enjeu de la démocratie en 2027 en agitant la peur du Rassemblement national (RN), celle-ci risquerait ainsi de ne pas trouver d'écho dans l'opinion.

Elle devrait être utile, la gauche apparaît futile, et donne le sentiment de ne pas comprendre les Français et leurs « vrais » problèmes. Pire, même, quand elle polémique sur la consommation de viande et le barbecue, autour de la passe d'armes entre Sandrine Rousseau et Fabien Roussel, quand elle critique dans les villes qu'elle dirige le Tour de France ou la tradition des sapins de Noël, quand elle stigmatise la « bagnole » qui constitue pourtant le seul choix possible de mobilité des ruraux et des périurbains¹⁰, quand elle nie les problèmes liés au narcotrafic, elle affiche une forme de condescendance perçue par ces catégories comme un mépris global de ce qu'ils sont et de ce qu'ils vivent.

Le politologue Yascha Mounk, professeur à l'université John Hopkins de Baltimore, explique la défaite démocrate par « une crise épistémologique de la gauche, qui a mal compris le pays en appliquant un schéma de pensée identitaire qui l'a coupée de la réalité¹¹ ». Le constat vaut pour une partie de la gauche française. Pour autant, sa réussite ne passera pas par l'exclusion ou la relégation en seconde zone des questions dites sociétales. En réalité, ce ne sont pas les questions sociétales en elles-mêmes, mais plutôt la manière de les scinder, de les opposer, d'en faire des marqueurs distinctifs entre forces de gauche, qui en font un marteau-piqueur. Là où la gauche devrait défendre l'émancipation pour tous, les débats actuels sur la question sociétale créent une concurrence des injustices et des discriminations, qui renforce le repli sur « sa » communauté et tue le collectif. C'est pourtant cet idéal émancipateur et collectif qui compose l'essence même de ce qu'est la gauche. L'intersectionnalité¹² ainsi dévoyée en un piège identitaire ne rassemble pas, mais devient un carrefour d'oppositions, parvenant même à diviser les féministes et les antiracistes entre eux. Telle qu'elle a été utilisée dans le débat public, elle rabougrit les combats sur de micro-groupes sociaux, empêchant tout élargissement et projet collectif. Elle cherche davantage le plus petit dénominateur commun de la pureté militante que la manière d'embarquer la majorité du pays. Elle est une machine à perdre. Cette approche est donc faussement radicale : au lieu de construire sa victoire et son élargissement, elle enferme et affaiblit. Chaque polémique

imprime un peu plus le sceau de la décrédibilisation sur l'ensemble de l'arc progressiste. Ainsi, la gauche se perd dans l'identité et dans « un sociétal qui n'est qu'une version individualisée, et donc non politique du social », comme l'écrit l'historienne Bénédicte Delorme-Montini¹³. Qu'on s'entende bien : il ne s'agit pas de dire que la gauche n'est pas légitime à défendre les droits des minorités. C'est évidemment au cœur de son identité, de son histoire, de sa mission. Il s'agit plutôt d'affirmer que ce combat doit s'inscrire au sein d'une cause commune plus large et plus rassembleuse : celle de l'émancipation au sens de la liberté et de l'égalité pour tous. Il est temps de repenser un projet qui se fonde sur l'analyse des conditions d'existence commune, et leur amélioration radicale, plutôt que sur la défense d'identités individuelles toujours plus fragmentées. Dit autrement, l'objectif n'est pas de dissoudre les enjeux sociétaux dans la question sociale au nom d'un universalisme rêvé. Celui-ci est un horizon, que l'on peut partager comme outil de rassemblement, à la condition essentielle qu'il fasse une place à chacun : il ne faut donc pas dissoudre les luttes dans la question sociale, mais élargir cette dernière en la définissant comme notre horizon commun d'émancipation. C'est par cette approche que la gauche pourra partir de chacun pour s'adresser à tous, et convaincre à nouveau de sa capacité à rassembler pour améliorer la vie des gens. Et, par conséquent, de renouer avec un horizon de victoire.

Pourquoi en effet opposer les jeunes de banlieue et ceux des campagnes ? Pourquoi opposer les habitants des quartiers populaires des villes et ceux des espaces périurbains ? Pourquoi opposer les injustices vécues par une personne intérimaire à la campagne et celles traversées par une personne transgenre ? Chacune d'entre elles partage des expériences, des valeurs, des difficultés communes... et donc la capacité de se rassembler et de faire changer. Une personne confrontée à l'isolement et à la solitude, un habitant de banlieue ou de communes rurales, ou encore une habitante de zone périurbaine peuvent vivre des expériences communes de déclassement et d'inégalités malgré la spécificité propre des territoires dans lesquels ils habitent : pression de l'inflation, coût de la vie qui augmente dans les supermarchés, factures énergétiques, accès de plus en plus difficile à la santé, mépris et humiliation liés à leurs situations, inquiétude pour les enfants à l'école, quête d'un travail digne et bien payé... L'infrastructure détermine la superstructure, disait Marx¹⁴, voulant expliquer que les conditions socio-économiques de production façonnent les représentations culturelles et idéologiques collectives et que, en conséquence, le changement social ne peut passer que par les transformations du système de production. C'est bien à l'infrastructure que la gauche doit revenir, à ces conditions d'existence, ces expériences communes créant des attentes de changement partagées. Oui, la gauche peut capitaliser sur des attentes largement majoritaires dans le pays.

Le ressentiment, moteur du Rassemblement national

La gauche le doit d'autant plus que, partout, l'extrême droite prospère sur la bataille culturelle et identitaire. Elle a exercé le pouvoir au Brésil et en Pologne. Elle exerce le pouvoir en Italie, avec Giorgia Meloni, et en Hongrie, avec Viktor Orbán. Elle renaît en Allemagne et gagne les élections en Autriche. Elle vient de reconquérir les États-Unis, à l'issue d'une campagne particulièrement agressive et violente sur l'immigration, autour de la proposition de « déportation » de millions de migrants illégaux. Les succès électoraux de ces leaders d'extrême droite sont avant tout le résultat de stratégies progressivement orchestrées pour élargir la fenêtre d'Overton¹⁵. Une musique lancinante portée par une frange réactionnaire d'intellectuels, de *think tanks* et de personnalités publiques s'est ainsi construite autour de l'image de la citadelle assiégée par des figures épouvantails. Ils sont tour à tour étrangers, socialistes, antiracistes, écologistes, « lobbys LGBT », féministes ou « wokes » et présentés autant comme des menaces pour l'identité de la nation que pour celle des Français eux-mêmes. Muée en récit, cette stratégie prend ainsi pour cible l'étranger au sens de celui qui diffère de l'individu que je suis : le ressentiment à l'égard de celui qui possède plus et la haine à l'égard de celui qui dispose de moins (plus pauvre, plus minoritaire, plus différent, etc.). Face à l'étranger, par peur du déclin, la fierté est érigée en force cardinale en opposition à toutes formes de vulnérabilité. L'envie légitime de révolte face aux responsables des injustices vécues par la population s'est effacée au profit de sentiments destructeurs : repli sur soi et mise en concurrence des populations les plus démunies entre elles. En France, le Rassemblement national et ses partenaires surfent sur une dynamique sociale auprès des catégories que la gauche est accusée d'avoir délaissées : ouvriers, employés, professions intermédiaires. Au premier tour des élections législatives de 2024, le RN a à la fois élargi son socle et consolidé ses fondamentaux. Il réalise ses meilleurs scores auprès de ses soutiens traditionnels, mais avec une ampleur jamais atteinte dans un premier tour¹⁶ : 57% de suffrages chez les ouvriers (12 points de plus qu'au premier tour des législatives de 2022), 44% chez les employés (+19 points), 49% chez les non-bacheliers (+21 points)... Il élargit en parallèle son assise, avec des scores qui progressent chez les retraités (de 12% à 31%), les femmes (de 17% à 32%), les moins de 35 ans (de 18% à 32%). Il rassemble 37% de suffrages exprimés sur l'ensemble des salariés et confirme sa progression au sein du secteur public (33%). Les moins bons scores sont enregistrés chez les cadres et les plus diplômés, mais le RN y double néanmoins son score (de 11% à 22%), commençant à conquérir des catégories qui lui étaient très rétives jusque-là. En résumé, le vote RN s'est encore consolidé sur son socle – les classes populaires –, tout en progressant par capillarité vers le haut de la stratification sociale. Peu importe les revirements du parti d'extrême droite sur les mesures sociales, l'histoire qu'il raconte prime sur la réalité des faits.

Sa logique demeure fondamentalement la même. 54% de ceux qui se positionnent dans la

catégorie « défavorisés » et 38% de ceux qui se situent dans les « classes populaires » ont voté RN, pour 21% de ceux qui se classent dans la catégorie « aisée ». Plus de 40% de ceux qui ont du mal à boucler leur budget ont voté RN, pour 17% de ceux qui n'ont pas de difficultés à mettre de l'argent de côté. 61% de ceux qui se déclarent « pas du tout satisfaits » de leur vie ont voté RN, pour 15% de ceux en étant à l'inverse « très satisfaits »¹⁷. Les fractures territoriales produisent également du vote Le Pen : au second tour de l'élection présidentielle 2022, Marine Le Pen a réalisé un score de 18 points supérieur à celui réalisé dans les métropoles dans les espaces situés entre 30 et 70 kilomètres de ces métropoles.

Plus les conditions de vie sont difficiles, plus on vote RN et Le Pen : l'axiome dit l'importance de la question sociale, et la faute pour la gauche de donner le sentiment de l'avoir délaissée, et oubliée. Évidemment, les motivations idéologiques et racistes existent dans le vote RN. Mais le cœur de la dynamique ne vient pas de là, mais bien de la dégradation ressentie des conditions d'existence. Il n'y a pas d'extrême droite dans les périodes de partage d'un progrès collectif. Il y en a toujours dans les périodes de récession, et de régression du progrès social. Aisance financière, niveau d'éducation, position sociale, capacité à avoir la maîtrise de sa vie, satisfaction à l'égard de ses conditions de vie, présence de services publics : la question sociale est bien centrale, cruciale dans le vote RN. Ce sont les catégories sociales qui vont mal, et leur ressentiment à l'égard de leurs conditions d'existence, qui grossissent les flux électoraux du RN. Il y a des moments où il faut savoir dire les choses : l'essor du RN est aussi la conséquence du sentiment d'abandon de la question sociale et des classes populaires par la gauche.

Les axes majoritaires pour réunir la gauche, et la gauche avec les Français

Autant les fractures françaises sont commentées, documentées, disséquées, autant ce qui rassemble, ce qu'on partage, est beaucoup moins recherché et analysé. Il y a pourtant des lignes qui font consensus au sein de l'opinion, indépendamment des affiliations politiques, des appartenances sociales, territoriales et des classes d'âge. Là est le terrible paradoxe, qui met la gauche à contre-courant de l'époque. Il y a sur les enjeux socio-économiques un large espace d'opinion pour une politique de gauche, de réarmement des services publics, de régulation du libre-échange, de réindustrialisation et d'amélioration des conditions de travail, de taxation des supers profits et de lutte contre l'évasion fiscale... La liste est longue. Il est temps de retrouver la radicalité, au bon sens du terme, qui refuse cette division identitaire. Dit autrement, il est temps de repasser de l'individuel au collectif et de repenser le combat de la gauche comme un horizon émancipateur. La gauche se perd dans l'identité et l'individu quand elle devrait se retrouver dans la recherche d'égalité, la redistribution et le collectif. Il existe ainsi de vraies opportunités d'une double réconciliation, celle de la gauche avec elle-même, et celle de la gauche avec les Français : le

collectif et la question sociale créent des demandes majoritaires, dans l'opinion comme au sein de l'électorat de gauche. C'est ce que révèle clairement l'étude réalisée par l'Institut Bona Fidé en novembre 2023 et présentée ci-dessous¹⁸.

Il y a d'abord des mots qui rassemblent et unissent : « nation » et « services publics » par exemple ; et d'autres qui fracturent, comme « ZAD » ou « islam ». L'électorat de gauche dans toutes ses composantes se retrouve très largement sur l'attachement à la nation, aux services publics, et sur la critique de la mondialisation (et, derrière, du libre-échange) ; il se divise sur le rapport à l'islam et à l'activisme militant. Dans une société divisée et polarisée, la nation demeure un concept de réconciliation possible des Français. Démonstration en a été faite lors des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024. La joie collective est devenue contagieuse de manière précisément inversement proportionnelle à la fracturation et à la déprime post-législative. *La Marseillaise* entonnée toutes les cinq minutes, les déguisements d'Astérix et Obélix dans les tribunes, les échos rugissants du soutien aux victoires françaises d'une arène à l'autre, les drapeaux bleu-blanc-rouge : c'est bien autour de la nation, de son patrimoine symbolique et populaire, d'un cocardisme convivial et ouvert à l'autre (et non d'un nationalisme fermé, excluant et xénophobe) et de l'envie d'être ensemble pour soutenir celles et ceux qui nous représentaient sportivement que se sont réconciliés les Français cet été. Un « nous » dans lequel le « vous » des politiques n'a eu aucune place. Face à une mondialisation et un libre-échange désormais rejetés par l'opinion, la gauche ne pourra faire l'économie d'un vrai *aggiornamento* sur la Nation, d'abord pour contrer la représentation qu'en a l'extrême droite, ensuite pour en refaire un cadre de réconciliation, de protection et d'émancipation de tous.

Tableau 1. Pour chacun des mots suivants, dites-moi s'il vous évoque quelque chose de plutôt positif ou de plutôt négatif ; réponses « plutôt positif »¹⁹

	Ens. Français	Ens. Symp. gauche	Symp. LFI	Symp. PS	Symp. EE-LV
Nation	75%	75%	72%	80%	72%
Services publics	64%	72%	80%	70%	70%
Mondialisation	34%	36%	32%	38%	31%
Islam	23%	33%	50%	32%	24%

ZAD	34%	55%	74%	46%	55%
------------	-----	-----	-----	-----	-----

En sus des mots et des valeurs qui rassemblent, il y a, surtout, des axes très largement majoritaires au sein de l'opinion et au sein de tous les électorats de gauche, qui dessinent un programme, un horizon et une dynamique. Plus de 80% des sympathisants de gauche, quelle que soit leur affiliation partisane, et des Français sont ainsi favorables à la mise en place d'un grand plan public d'investissement pour le ferroviaire, à la taxation des surprofits, au conditionnement des aides publiques aux entreprises à des contreparties sociales et environnementales, à l'obligation pour les entreprises de publier des indicateurs extra-financiers sur leurs impacts, à la renationalisation des autoroutes, à l'augmentation du Smic, à la limitation des écarts de salaires, ou encore au rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF). Pas tout un programme, mais des fondements néanmoins solides pour une plateforme de propositions. Une plateforme qui ne pourra faire l'économie de regarder les sujets sécuritaires en face. Car, et afin d'éviter tout tabou, la gauche semble mal à l'aise aux yeux de beaucoup de Français sur la sécurité.

Alors que la dernière expérience de la gauche au pouvoir a été de gérer la plus forte vague d'attentats de notre pays, elle continue d'être vue comme angélique et dans le déni sur ce sujet. Pourquoi ? En grande partie par le discours caricatural de la droite, mais aussi en raison de certains discours à gauche. Elle est en effet divisée : trois quarts des sympathisants de gauche (69% chez LFI, 83% au PS, 73% chez EE-LV) sont par exemple favorables à l'expulsion de tous les étrangers fichés S. Face à une période de confusion des repères, la gauche ne doit pas renier ses valeurs ni renoncer à construire un discours sur un sujet essentiel pour les Français : sans s'enfermer dans la manière dont la droite extrême cadre le débat sur ces sujets, mais sans nier que le sujet existe.

Tableau 2. Pour chacune des mesures et propositions suivantes, dites-moi si vous y êtes tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé ; réponses « total favorable »²⁰

	Ens. Français	Ens. Symp. gauche	Symp. LFI	Symp. PS	Symp. EE-LV
Un plan d'investissement public pour développer le ferroviaire	86%	92%	92%	93%	94%

La taxation des surprofits dans l'énergie et l'agroalimentaire	85%	91%	91%	92%	89%
Le conditionnement des aides publiques aux entreprises à des contreparties environnementales et sociales	85%	89%	89%	88%	90%
Le fait de contraindre les entreprises à publier des indicateurs extra-financiers sur leur impact environnemental et social	85%	91%	89%	92%	94%
La renationalisation des autoroutes	84%	87%	87%	84%	90%
L'augmentation du Smic de 10 à 15%	82%	88%	87%	90%	88%
La limitation des écarts de salaires dans les entreprises de 1 à 20 pour les PME, 1 à 50 pour les grandes	82%	89%	87%	91%	89%
Au rétablissement de l'ISF	77%	89%	89%	95%	87%

La question sociale, au double sens de l'amélioration individuelle de la vie quotidienne de chacun et de la problématique collective de lutte contre les inégalités, réunit ainsi à la fois les électorats de gauche et les Français. La gauche a un espace de consensus, a un espace pour réconcilier et fédérer, et recréer un récit de progrès collectif pour tous. Mais elle ne l'utilise pas, se laissant piéger par des logiques boutiquières de fracturations et de divisions.

L'analyse de l'état de l'opinion parle pour une reconstruction d'un projet politique pour tous,

l'histoire également. Reprendre la question sociale en l'élargissant, c'est revenir de fait aux fondamentaux de la gauche, ceux qui l'ont toujours fait gagner. Historiquement, la gauche a toujours remporté les élections nationales sur cette question : en 1936, sur les salaires et les congés payés ; en 1981, sur le programme social et de nouvelles libertés ; en 1997, sur la réduction du temps de travail et la Couverture maladie universelle (CMU) ; en 2012, sur le mariage pour tous, et la dénonciation de la finance et des inégalités. Elle n'a pas toujours tenu ses promesses ensuite ; mais elle a toujours emporté l'adhésion et créé de l'élan sur la base de promesses sociales et sur ses valeurs de liberté et d'égalité. Ceux qui, par stratégie ou méconnaissance, attisent les braises de l'identité, de la victimisation et de l'individualisation n'ont donc pas envie que la gauche gouverne et change la vie à nouveau. La gauche a suffisamment joué à se faire peur, il faut maintenant sonner l'alerte. Car, si elle est au bord du précipice, elle emmène avec elle le reste de la société qui doit aujourd'hui faire face à une situation où le RN a des chances rationnelles, raisonnables et plausibles de l'emporter en 2027.

Pour proposer un autre scénario crédible, la gauche doit donc raconter son combat par l'émancipation à travers les expériences de la vie réelle. C'est l'objet de la seconde partie de cette note.

Raconter le combat pour l'émancipation à travers l'expérience partagée de l'injustice et l'aspiration collective au bonheur et la réconciliation

Pour redéfinir le combat de la gauche autour de l'émancipation, celle-ci doit se repenser à travers des clés de lecture qui transcendent les enjeux sociaux ou sociétaux. Chacun de ces enjeux renvoie à différents moments de la vie en constituant des épreuves dont les impacts parfois individuels relèvent souvent de constructions structurelles. Cette typologie, pensée par l'historien Pierre Rosanvallon, pourrait être résumée par ses mots : « aujourd'hui, ce sont les épreuves de la vie qui redessinent la carte du social²¹ ».

Épreuves et injustices

Si ces épreuves se rattachent forcément à un univers subjectif de la perception, elles racontent un autre paysage français et peuvent constituer une partie d'un nouvel horizon pour la gauche. Distinguées en trois catégories par l'historien, les épreuves de l'individualité (et de l'intégrité personnelle), du lien social et de l'incertitude sont autant de clés de lecture permettant de raconter un pays autrement que par ses fractures et ses catégories statistiques. Parce que ces épreuves –

et notamment celles qui relèvent du lien social et du mépris, de l'injustice et de la discrimination – renvoient à des expériences que nous avons toutes et tous vécues. Elles constituent en cela l'opportunité de racines universelles. Les épreuves de la vie, traversées par chacun, ne sont alors plus lues par le prisme d'enjeux minoritaires, mais à travers un vécu de l'injustice que nous partageons. Parce que, de la même manière que le ressentiment (individuel), l'injustice vient, ici réveiller un sentiment qui dépasse la raison, dont l'émotion provoquée ne permet pas de rester indifférent. À la différence des inégalités qui renvoient, pour Pierre Rosanvallon, à la statistique froide et objective qui offusque, mais qui produit peu d'actions, l'injustice est celle qui projette et qui libère le collectif. Superposée à des indicateurs objectifs, cette nouvelle clé de lecture permet donc de raconter la première et de l'inscrire dans un projet commun.

L'injustice est celle qui organise. Sa racine universelle, vécue à travers ses mille facettes, en fait l'outil qui charpente le passage au commun. Elle permet l'évolution de l'histoire individuelle – « je » – vers le récit collectif – « nous ». C'est le cœur du sujet : les injustices ne sont pas concurrentielles, mais précisément ce qui peut rassembler par les vécus communs qu'elles permettent de partager. Quand la gauche les caractérise en silo, par besoin de s'adapter aux termes du débat souvent fixés par les forces réactionnaires ou conservatrices, elle tombe dans le piège de la division. Ce ne sont pas les injustices entre elles qu'il faut remettre en question, mais la manière dont elles sont opposées.

Fierté et plaisir

Le rapport à l'injustice est un catalyseur d'action collective qui dépasse d'ailleurs largement nos frontières. Des méthodes de construction du pouvoir, pensées et éprouvées aux États-Unis²² ou en Slovénie²³, par exemple, ont permis d'organiser celles et ceux qui vivent les injustices pour prendre le pouvoir et changer la vie à nouveau.

Petite république parlementaire européenne de deux millions d'habitants, la Slovénie a vu une coalition progressiste renverser son leader illibéral Janez Jansa et proche de Viktor Orbán. Derrière cette alternance, une structure de la société civile, l'Institut du 8 mars, a contribué à faire augmenter la participation de 20%. Leur méthode, éprouvée par la mobilisation autour de l'organisation de référendums d'initiative citoyenne sur la privatisation de l'eau ou l'indépendance des médias, est résumée ainsi par la fondatrice de l'institut, Nika Kovač : « Nos campagnes fonctionnent sur un même principe : nous choisissons un objectif clair lié à la modification de la loi ; nous recueillons les témoignages des gens ; nous les partageons ; et nous incitons les gens à agir. Jusqu'à présent, nous n'avons perdu aucune campagne²⁴ ». En 2022, leur campagne de mobilisation intitulée *Sortez voter*²⁵ est organisée autour de l'espoir du changement et des grands thèmes qui

rassemblent la société slovène, comme la santé publique, l'éducation, la liberté d'expression ou l'État providence. Des symboles comme la fleur distribuée en symbole du printemps pour amener le changement, ou les témoignages mis en valeur de celles et ceux qui vivent les injustices et veulent que cela change (plutôt que sur des personnalités connues) ont convaincu la population.

Cet exemple raconte aussi un rapport à la fierté et à la joie. Car l'horizon que la gauche propose ne peut être celui des passions tristes et catastrophistes. Elle ne peut pas non plus construire sa vision de la société en déconsidérant les sources de fierté et de joie des électorats qu'elle a abandonnés. Car c'est aussi cela que son récit a loupé et que la droite extrême commence à réussir : créer de la joie et provoquer de la fierté. Or, dans les combats qu'elle porte aujourd'hui et à quelques exceptions près, la gauche s'est souvent vue accolé l'étiquette de celle qui culpabilise et qui punit (voiture, viande, etc.) au lieu de raconter la société meilleure à laquelle elle aspire. À la droite et à l'extrême droite, une forme de monopole du plaisir et de la liberté face à ceux qui voudraient nous la retirer s'est construite. Et est devenue une question identitaire, y compris sur les questions écologiques. C'est ce que raconte notamment le philosophe Michaël Foessel dans *Quartier Rouge. Le plaisir et la gauche*²⁶. Pour lui, la gauche doit « ramener de la joie dans des lieux de tristesse²⁷ » et recréer ce qui lui avait permis d'être le camp de la joie. Celui-ci prend notamment Mai-68 en exemple qui réunit à la fois les aspirations sociétales des étudiants et la question sociale, c'est-à-dire la transformation de la société à travers la condition des ouvriers pour les unir avec les étudiants. À cet instant, le plaisir et la joie sont dans le combat collectif et rendent la gauche populaire. Au fond, il est donc question pour la gauche de définir un autre rapport au plaisir et au combat collectif, qui raconterait finalement que l'« on est plus joyeux en partageant qu'en privatisant » et qui s'opposerait de fait à une conception individualisée du changement.

L'élargissement de la question sociale à travers le rapport à l'injustice est une réponse stratégique et historico-sociologique. D'un point de vue stratégique d'abord, la focalisation sur les divisions à travers des logiques boutiquières en fonction d'espaces politiques étriqués ne permet pas de gagner. La seule condition d'une victoire électorale est aujourd'hui la construction d'un récit capable de rassembler au lieu d'opposer. Un récit qui, par conséquent, fait une place à chacun et à tout le monde, et se refuse à prioriser, opposer ou confronter les enjeux. En partant des valeurs, des émotions, des sentiments communément partagés et renvoyant à des vécus ou des réalités communes, un tel récit se donne les moyens de réunir les minorités humiliées et les méprisés de classe, les périphéries rurales et urbaines, les classes moyennes et populaires autour d'expériences à la fois différentes et partagées. Bref, de constituer une majorité autour du but d'une société plus juste.

D'un point de vue historico-sociologique cette fois : « ce sont les révoltes contre l'injustice qui ont

fait l'Histoire²⁸ », nous écrit Pierre Rosanvallon. Les exemples récents ne manquent pas : des « gilets jaunes » face à la taxe carbone conjuguée à la hausse des prix du carburant, aux marches des jeunes pour le climat, en passant par les marches féministes et pour l'égalité, par les manifestations antiracistes, contre la réforme des retraites ou encore la révolte des agriculteurs face au libre-échange. Si chacune de ces mobilisations, qu'elle qu'en ait été l'issue, renvoie à des préoccupations et à des enjeux différents, elles ont toutes en commun une mobilisation contre ce qui apparaît comme inacceptablement injuste. Le récit autour de l'émancipation s'ancre ainsi dans les réalités concrètes en partant de sentiments partagés.

De la reconnaissance individuelle à l'émancipation collective

Et si, en élargissant au rapport collectif à l'injustice, la question sociale permettait ensuite d'ouvrir une porte conduisant à l'apaisement, à la réconciliation ? Cet idéal de réconciliation a d'ailleurs été pensé par des intellectuels à travers le concept de « reconnaissance ». Développée entre autres par le philosophe Paul Ricœur puis par le politologue et écrivain Rachid Benzine, la reconnaissance pourrait être résumée par les mots de ce dernier comme « la capacité à construire une dynamique de respect mutuel entre individus, d'une part, et entre citoyens et institutions, d'autre part, au service d'une société digne²⁹ ». Parce qu'elle contribue à apaiser les relations en plaçant les individus non pas comme des victimes, mais comme des acteurs, la reconnaissance est un outil politique puissant. Comme une réponse aux révoltes provoquées par l'organisation autour des injustices, elle propose une porte de sortie qui, une fois franchie, donne une place à chacun. Dans l'enquête menée à Trappes, Clichy-sous-Bois, Roubaix et Maubeuge en 2021 par Rachid Benzine avec les cercles de réflexion Point d'âncrage et Thinkers & Doers³⁰, c'est la « petite République du quotidien » qui est portée à chaque fois par de petites structures associatives et qui permet une forme de reconnaissance pour protéger le tissu social français. En organisant autour des injustices et en ciblant des objectifs sociaux atteignables, au prix d'une mobilisation efficace, le nouveau récit de la gauche est celui qui renforcera cette petite République du quotidien et qui l'apaisera.

La question ici au fond est peut-être aussi celle d'un choix de représentation de la société. Une société camembert, découpée en parts inégales et de plus en plus infimes à mesure qu'il se partage entre différentes identités, ne permet ni de créer un ensemble cohérent, ni à chacun de trouver sa place. À l'inverse, une succession de calques transparents qui se mélangent et s'additionnent sans se concurrencer, mais se complètent, peut donner une société avec du relief. Un volume 3D, dont l'axe de gravité pourrait être mis en mouvement par deux sentiments collectifs : celui du rapport à la reconnaissance et celui du rapport à l'injustice. Intersectionnelle au sens littéral du terme. Sous la forme d'une galaxie, en écosystème plutôt qu'en archipel. Quels que soient les termes retenus, l'objectif poursuivi en faveur d'une société apaisée est le même.

La gauche a aujourd'hui l'opportunité d'élargir la question sociale. Ainsi, aux sentiments de fierté et de ressentiment sur lesquels l'extrême droite repose son récit, la gauche pourrait opposer celui de l'injustice et de la reconnaissance. À l'orgueil ombrageux et à l'aigreur de l'animosité, opposons l'action collective en faveur de la dignité. Plutôt que de mobiliser sur le ressentiment individuel, invitons à la mobilisation collective autour des vécus d'injustice. Au lieu de viser la restauration des fiertés personnelles, visons la considération et le respect collectif.

Pour y arriver et transcrire dans la réalité des urnes les idées politiques majoritaires portées par la gauche, les forces politiques doivent donc accepter de rompre avec une logique boutiquière circonscrite à un espace électoral. De Sandrine Rousseau à Fabien Roussel, la gauche a besoin de recréer un langage commun pour réunir ses différents électorats, des banlieues aux zones rurales, des minorités humiliées aux méprisés de classe, des populations qui considèrent avoir réussi à celles qui affrontent toujours des difficultés.

En fin de compte, l'élargissement de la question sociale est la proposition de recréer un langage commun. Du rapport partagé par tous à l'injustice, au droit à la reconnaissance, à l'émancipation et à la vie digne. Cette redéfinition du combat politique autour de l'horizon émancipateur est la proposition de reconstruire une majorité progressiste, sociale-écologiste, inclusive, pour changer la vie à nouveau.

1. Gilles Candar et Jean-Numa Ducange, *Jaurès et Guesde : « les deux méthodes »*, Fondation Jean-Jaurès, 25 novembre 2020.
2. *Election 2024 : Exit polls*, CNN, novembre 2024.
3. Christophe Deroubaix, « *« Combattre l'oligarchie » : comment Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez organisent la résistance à Trump* », *L'Humanité*, 23 mars 2025.
4. Linh Tat, « *Sen. Bernie Sanders and Rep. Alexandria Ocasio-Cortez rally thousands in LA* », *Los Angeles Daily News*, 13 avril 2025.
5. Jonathan J. Cooper et Rebecca Boone, « *In a bid to corral the anti-Trump resistance, Bernie Sanders, AOC visit red states* », *AP News*, avril 2025.
6. *Baromètre de la confiance politique*, Cevipof en partenariat avec OpinionWay, CMA-France, le Cese, Mutuelle Intériale, EDF, l'Institut de l'entreprise, l'Université internationale des études sociales Guido Carli, février 2025.
7. Jérôme Fourquet, Marie Gariazzo et Samuel Jéquier, *Classes moyennes en tension. Entre vie au rabais et aides publiques insuffisantes*, *Fondation Jean-Jaurès*, 25 novembre 2023.
8. *Baromètre politique*, Odoxa pour Public Sénat et la presse régionale, octobre 2024.
9. Gilles Finchelstein, *Fractures françaises 2023 : une alerte rouge – rouge écarlate* », Fondation Jean-Jaurès, 9 octobre 2023.
10. Benoît Calatayud, Léo Larivière, Diane Strauss et Théodore Tallent, *Les Français, la bagnole et l'écologie : comment réussir le crash test ?*, Fondation Jean-Jaurès, T&E France, 21 mai 2025.

11. Alain Salles, « Yascha Mounk : « Le problème n'est pas seulement l'existence des populistes, mais l'impopularité des alternatives au populisme » », *Le Monde*, 9 novembre 2024.
12. Au sens de la définition de 1989 de la juriste et féministe Kimberlé Williams Crenshaw qui l'explique comme « un prisme pour comprendre la manière dont diverses formes d'inégalité fonctionnent souvent ensemble et s'exacerbent les unes les autres », *Time*, 20 février 2020.
13. Kevin Boucaud-Victoire, « Bénédicte Delorme-Montini : « Le sociétal est une version individualisée, et donc non politique, du social » », *Marianne*, 7 mai 2025.
14. Karl Marx, *Contributions à la critique de l'économie politique*, 1859.
15. Noé Girardot-Champsaur et Simon Guini, « L'assaut de l'extrême droite aux États-Unis et au Brésil doit provoquer un sursaut démocrate », *Libération*, 10 janvier 2023.
16. Enquête Ipsos pour France Télévisions, Radio France et Public Sénat, *Sociologie des électorats du premier tour des élections législatives*, juin 2024.
17. Ibid.
18. Étude de l'Institut Bona Fidé réalisée auprès d'un échantillon de 1000 personnes âgées de 18 ans et plus représentatif de la population française, présentée lors d'un colloque intitulé « Lignes de partage, lignes de fractures » à la Gaité lyrique en novembre 2023.
19. Institut Bona Fidé, novembre 2023.
20. **Institut Bona Fidé, novembre 2023.**
21. Pierre Rosanvallon, « Aujourd'hui, ce sont les épreuves de la vie qui redessinent la carte du social », *Le Monde*, 24 août 2021.
22. Par le sociologue Saul Alinsky dans les années 1920 à Chicago, par sa traduction avec Ella Baker dans le mouvement des droits civiques américains, puis par Marshall Ganz pour la campagne présidentielle de Barack Obama notamment.
23. Noé Girardot-Champsaur, *Renouveler la gauche, construire l'alternative*, Fondation Jean-Jaurès, 7 juillet 2023.
24. Nika Kovač, « I led the campaign that helped unseat Slovenia's right-wing prime minister », Open Democracy, 4 mai 2022.
25. Nika Kovač, « Slovénie : comment le pouvoir populaire a vaincu le populisme illibéral », blog de Mediapart, 5 mai 2022.
26. Michaël Foessel, *Quartier Rouge. Le plaisir et la gauche*, Paris, PUF, 2022.
27. Barnabé Binctin et Ivan du Roy, « Michaël Foessel : « On est plus joyeux en partageant qu'en privatisant » », *Basta!*, 2 juin 2022.
28. Pierre Rosanvallon, *Les épreuves de la vie : comprendre autrement les Français*, Paris, Seuil, 2021.
29. Rachid Benzine, « Pour retrouver un climat social respirable, faire de la reconnaissance une clé de la réorganisation de l'action publique », *Le Monde*, 26 mars 2022.
30. Ibid.